

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégradation de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

SUPPLEMENT ALGERIE

AU N° 256 - DECEMBRE 1977 - 1DA/1F

Non aux mots d'ordre du chauvinisme !

Qu'y a-t-il de plus efficace, pour tenter de ressouder une unité nationale compromise par l'exacerbation des antagonismes de classe, que l'appel à l'union sacrée pour la défense de la patrie ?

La tentative d'équilibre entre les factions des classes dominantes et d'anesthésie des oppositions de classe que le régime prétend cacher sous la formule de son "pouvoir révolutionnaire" est remise en cause par les poussées contradictoires des forces mises en mouvement par le développement même du capitalisme.

Depuis 1970-71, sous l'injonction des financiers internationaux, le régime a été contraint de passer à un semblant de réforme agraire, alors qu'il n'avait pas encore levé le petit doigt dans le secteur traditionnel. Et ce fut la succession ininterrompue des expertises, des statistiques et des enquêtes, des plans, des projets lancés à grand bruit (comme celui des 1000 villages, repris de celui du fameux Delouvrier), et des phases d'application (nous en sommes à la quatrième !).

Le succès de cette "révolution agraire" se mesure au simple fait que le ministère de l'intérieur est contraint de sortir une circulaire pour exiger que l'on refuse tout emploi aux attributaires de la révolution et pour qu'on ramène manu militari sur leurs terres ces bienheureux bénéficiaires qui n'ont pas l'air convaincus de leur bonheur.

Le succès se mesure également à la hausse vertigineuse des prix des produits de base, qui démontre les progrès fantastiques accomplis par le secteur "privé" (traditionnel), tandis que de son côté le secteur "socialiste" (ex-colonial) stagne dans sa forme ultra-commerciale sans pouvoir ni vendre à l'étranger ni nourrir les villes ! Et si certains prix ont augmenté moins vite que d'autres, comme c'est le cas du blé et de la farine, c'est grâce aux importations massives, ceci afin de réduire la pression sur les salaires et de donner ainsi un sem-

blant de justification à leur blocage pratiquement maintenu en termes nominaux depuis 1971. Gloire donc à l'agriculture "révolutionnée" et au "socialisme" mercantile !

DANS CE NUMERO

- La question du Sahara (p.3)
- Solidarité avec les emprisonnés du Maroc (p.2)
- La révolte de Ksar Hellal (p.5)

L'industrialisation du pays devait amener, plus encore que la révolution agraire, les progrès pour tous et la concorde sociale. Eh bien, les frontières se sont ouvertes en grand, les capitaux sont entrés en masse, les rythmes de croissance industrielle sont devenus exponentiels. Mais le résultat, c'est que les ouvriers et les paysans pauvres sont plus pauvres encore, tandis que les nouveaux bourgeois rivalisent entre eux d'arrogance et de luxe. Le résultat c'est aussi que les savants équilibres et dosages qui existaient entre les fractions bourgeoises ont été malmenés : Kaïd Ahmed est passé à l'opposition ; Cherif Belkacem a été limogé ; Medeghri est mort "tragiquement" et d'autres colonels encore ont disparu, souvent "accidentellement" : bref, le clan d'Oujda a éclaté.

Le plus fort, c'est qu'au moment où les tendances centrifuges dans le FLN se faisaient plus manifestes, au point que l'on parlait même pendant l'été 74 de "vacance du pouvoir", les luttes sociales, profitant instinctivement de la brèche offerte dans le mur de leur oppression, ont commencé leur lente émergence. Aiguillonées par la disette et la vie chère, les masses plébéiennes des villes et même des campagnes se sont mises à lancer des coups de boutoir ici et là. Quant au prolétariat, il est entré dans des mouvements de grève de plus en plus obstinés.

(suite page 2)

QU'A TRAHISADATE, AU JUSTE ?

Sadate a trahi ! Sadate a trahi ! Voici ce qu'on entend devant les initiales spectaculaires de Sadate et les embrassades de l'Egypte et d'Israël. Mais qu'a trahi Sadate au juste ?

La cause palestinienne ? Mais l'a-t-il jamais défendue seulement ? N'est-ce pas de l'acceptation du plan Rogers par Nasser en 1970 que date le lâchage officiel des Palestiniens ? Et en négociant ouvertement avec Begin, Sadate ne répète-t-il pas le geste de Nasser serrant la main de Hussein, le boucher d'Amman ?

Qui, parmi les opposants à Sadate, peut lui reprocher sérieusement quelque chose ? Assad ? Mais n'est-il pas, lui, le bourreau des masses exploitées libano-palestiniennes ? Arafat ? Mais ce dernier n'a-t-il pas lui-même serré la main de Nasser et de Hussein, et ne continue-t-il pas aujourd'hui à discuter par derrière avec Sadate ?

N'est-ce pas l'O.L.P. qui aujourd'hui est d'accord avec tout le monde officiel pour désarmer les Palestiniens au Sud-Liban, précisément au moment où ces derniers subissent les attaques militaires conjuguées des milices chrétiennes et d'Israël ?

N'est-ce pas Habache, hier partisan proclamé du "refus palestinien", qui s'aligne aujourd'hui pratiquement sur la position d'Arafat de 74 dans la "plate-forme commune" qui vient d'être signée à Tripoli ; Habache, qui n'a pas peur de se trouver aujourd'hui du côté d'Assad, hier encore dénoncé par le FPLP comme bourreau de la gauche libanaise et de la résistance palestinienne ?

Est-ce les "intérêts nationaux égyptiens" que Sadate a trahis, et, plus généralement, les intérêts des Etats arabes face à l'Etat-pied noir d'Israël, colonie de l'impérialisme américain et son fer de lance dans la région ?

Mais là encore c'est bien l'acceptation du plan Rogers qui préluait au retour en force de l'Amérique dans la région, réalisé au moment de la guerre du Kippour. Et qui peut dire que Sadate change de politique ? Khaled, cet autre champion de la politique américai-

(suite page 6)

NON AUX MOTS D'ORDRE DU CHAUVINISME

(suite de la page 1)

C'est dans ce contexte qu'est survenu le conflit du Sahara occidental. Et après le flirt avec Hassan, avec Franco et même avec Giscard d'Estaing (avec lequel Boumedienne avait affirmé que "la page du passé était tournée définitivement" ... malgré les 800.000 émigrés !), voici que le régime s'est brutalement découvert des sympathies (jusque là bien cachées!) pour le "principe sacré" de l'autodétermination et qu'il s'est mis, dans la foulée, à invoquer la défense des "acquis de la révolution" face à la monarchie réactionnaire de Hassan et à l'impérialisme !

Ces appels à l'union sacrée devaient être définitivement constitutionnalisés dans la grande campagne d'embrigadement productiviste et patriotique menée de charte nationale en constitution tout aussi nationale, avec tout son décorum grandiloquent d'élections en tous sens et à tous les niveaux, gadget exhibé en toute hâte par un régime que le Financial Times de Londres félicitait naguère d'avoir "dépolitisé" le pays.

Mais tout cela n'a apparemment pas suffi à refermer les plaies qui étaient en train de s'ouvrir. C'est un jeune et vigoureux prolétariat, qui a su malgré tout le matraquage du frontisme social et politique se familiariser avec ses armes spécifiques de classe, que l'on vient de voir à l'oeuvre dans les grèves des derniers mois.

Ces grèves, qui ont mis en avant des revendications élémentaires de salaire et de conditions de vie et de travail, ont pris une grande ampleur et ont

été largement suivies : depuis celles qui ont frappé à un moment ou à un autre les petites industries dispersées et même isolées, jusqu'à l'arrêt général dans toutes les unités de production d'une même entreprise nationale, comme la SNS ; jusqu'à la grève des dockers, qui s'est accompagnée de violents affrontements avec la police, ou à celle des cheminots sur tout le réseau national, qui a coïncidé avec celle de leurs camarades marocains, et où la répression a dû se faire plus discrète (pour ne parler que des grèves largement connues).

Le gouvernement réussira-t-il dans ces conditions à endiguer le flot de la colère ouvrière avec une augmentation des salaires qui ne correspond même pas à celle du coût de la vie au cours des derniers mois (sans parler du fait que les salaires ont été pratiquement bloqués pendant des années où les prix, eux, flambaient, et que cette augmentation aggrave encore le fossé existant entre les hauts et les bas salaires) ?

Nous voyons un fait extrêmement encourageant dans le fait que, face au récent retour en force de l'impérialisme français en Mauritanie et aux développements de la question sahraouie, les fameuses manifestations populaires "spontanées" que le régime a organisées dans le cadre de sa campagne chauvine n'ont rassemblé, sous les applaudissements d'un PAGS qui couvre les basses oeuvres du régime de sa propagande "marxistante" en faveur des "causes justes", que les élèves des écoles et des lycées, des travailleurs contraints à sortir des usines ou des services administratifs, et des paysans coopérateurs

venus défiler de peur d'être lincenciés.

Les prolétaires n'ont aucun intérêt national à défendre. Leur solidarité, ils la doivent non pas à leur bourgeoisie, mais aux prolétaires marocains et mauritaniens qui luttent pour les mêmes intérêts de classe qu'eux contre le capital, ainsi qu'aux militants politiques qui, dans ces pays, sont en prison pour s'être courageusement opposés à l'agression et à l'oppression perpétrées par "leurs" Etats respectifs.

Leur solidarité ils la doivent aussi, naturellement, aux masses pauvres sahraouies en lutte, dont le malheur est d'habiter un territoire en proie aux appétits d'autant de rapaces (y compris la bourgeoisie algérienne!). Mais ils ne peuvent mélanger cette solidarité avec celle qu'affiche Boumedienne, qui l'utilise comme un moyen de pression et de marchandage pour pousser à la tête du mouvement les éléments les plus prêts au compromis avec l'impérialisme français et les Etats de la région et pour chercher à maintenir la révolte des masses pauvres dans des limites "raisonnables".

Le devoir de classe des prolétaires algériens est de lutter contre la guerre pour Tindouf et le Sahara, et contre ses justifications toutes aussi mensongères. Il est aussi d'appeler à la lutte commune, contre le cancer du chauvinisme qui menace les efforts d'indépendance faits par la classe ouvrière, leurs frères de classe du Maroc, de Mauritanie, de France et de tous les pays.

UN QUI AMAL COMPRIS...

Dans son discours devant l'UGTA, Boumedienne a tenté de consoler les travailleurs de l'étrangère de ses bontés à leur endroit en annonçant la guerre sainte contre la corruption. Or il se trouve qu'un journaliste connu d'El Moudjahid, Kheirdene Ameyar a confondu le drapeau vert avec le feu vert et qu'il s'est cru autorisé à accuser le FLN, dans un article paru en septembre dans ce journal et intitulé "question et réponse", de ne pas mobiliser les travailleurs et les masses pour dénoncer les parasites, les pistonnés, les corrompus, les exploités, etc. Comme depuis ce jour-là, il n'écrit plus dans ce journal, on peut penser qu'il est gravement malade, ou alors qu'il a été victime de sa témérité...

LES MENSONGESDU REGIME

Lors des débats sur la Charte nationale, des employés du secrétariat d'Etat au plan avaient évalué le salaire minimum indispensable à 1000 DA.

Un an et demi après, et en réponse à la vague de grèves qui a déferlé sur le pays, le régime a royalement annoncé le salaire minimum à 600 DA. Et ce, après l'augmentation accélérée des prix de ces derniers mois : depuis septembre, en effet, le café a augmenté de 50%, le sucre de 66%. Et il faut s'attendre à une augmentation des prix des céréales et de tous les produits dérivés en janvier.

En même temps que le régime accordait cette augmentation de

30% du salaire minimum à valoir au 1er janvier - mesure toute théorique parce que les bas salaires ne connaîtront que des augmentations allant de 10% à 20% -, les enseignants, les médecins, les policiers et les officiers voient de leur côté, la manne salariale les submerger presque pour prix de leur sagesse passée et future. On a les défenseurs qu'on peut !

إضراب عمال التنظيف
بالميترو

دروس و آستنتاجات

4 فرسك

La question du Sahara

Depuis l'intervention militaire au Zaïre par Maroc interposé, l'activité militaire de l'impérialisme français en Afrique n'a cessé de s'intensifier. Renforcement de la présence militaire au Tchad, pour veiller sur les zones stratégiques du Sahara (couloirs de communication nord-sud et est-ouest, chasses gardées uranifères du Niger). Renforcement du dispositif militaire à Djibouti pour « préserver l'indépendance de la jeune République face à ses puissants voisins » pris dans la tourmente guerrière (entendez : pour préserver les intérêts stratégiques français dans l'Océan indien). Accroissement substantiel des livraisons d'armes et de l'appui militaire au Maroc et à la

Mauritanie. Enfin, ces dernières semaines, mise en état d'alerte des troupes d'intervention (les 15.000 hommes de la 11^e division parachutiste et les 7.300 hommes de la 9^e division d'infanterie de marine, sans parler de leur soutien logistique), renforcement rapide des effectifs stationnés à la base française du Cap Vert au Sénégal et réactivation de la base d'Atar en Mauritanie ; et naturellement cette campagne militaire s'accompagne d'expulsions de résidents sahraouis et de militants marocains contre la guerre d'annexion menée par leur pays, ainsi que d'une campagne chauvine contre l'Algérie qui soutient le Front POLISARIO.

Le conflit saharien, qui a longtemps mûri, devait éclater avec le retrait de l'Espagne du territoire du Sahara occidental, convoité directement par ses voisins, le Maroc, la Mauritanie et l'Algérie, et, de plus loin, par la France.

De plus, le Maroc revendique depuis toujours la totalité des territoires qui se trouvent en gros à l'ouest du 8^e méridien, et ce jusqu'au Sénégal, ces territoires comprenant non seulement l'ancien Sahara espagnol mais également la Mauritanie et la région de Tindouf, actuellement sous contrôle algérien. L'Algérie vise pour sa part, sinon par annexion du moins par vasselage, un débouché sur l'Atlantique pour exploiter les richesses de la région de Tindouf et surtout, pour contrecarrer les desseins de Rabat qui briseraient l'actuel équilibre du Maghreb à son détriment. La Mauritanie enfin est mue par une hantise : celle de son élimination en tant qu'Etat par le Maroc. Voici donc pour les voisins immédiats. Mais il ne faut pas oublier la France, qui a des intérêts impérialistes dans tous ces pays à la fois et qui ne peut donc pas ne pas être intéressée par le sort du Sahara espagnol, même si on fait abstraction des énormes richesses de ce dernier.

Or les rivalités entre le Maroc et l'Algérie permettent à la France de jouer sur les deux tableaux. Et elle n'a pas intérêt à un grand Maroc, qui pourrait se montrer trop indépendant par rapport à elle. Elle redouterait à plus forte raison une extension de la zone d'influence de l'Algérie, un pays qui a déjà malmené ses intérêts impérialistes et qui est de plus en train de tomber sous la coupe économique des Etats-Unis, même s'il cherche, ce qui n'arrange rien, à compenser ce fâcheux destin par des clins d'œil militaires à la Russie.

Surtout, c'est la Mauritanie qui constitue la clé du dispositif stratégique français dans toute cette région, outre le malheur qu'a ce petit pays de posséder les opulentes mines de fer de Zouérate qui, même « nationalisées », restent si chères à l'« indépendance nationale » de... la France éternelle. Ses velléités d'indépendance par rapport à la France avec précision la nationalisation de ces mines et la sortie de la zone franc à l'époque pompidolienne n'ont pas résisté à l'attrait des phosphates de Bou Craa et d'une extension territoriale. En effet son alliance surprise (surtout pour Boumediène !) avec le Maroc pour ces sordides raisons

aggravait en contrepartie le risque d'une annexion dès lors qu'existait avec lui une frontière commune. Et qui d'autre que le chef de la bande, l'impérialisme français, pouvait dans ces conditions préserver le frêle Etat des assauts de son entreprenant voisin ? C'est ainsi que la naïve Mauritanie, qui croyait bien pouvoir, l'année dernière encore, se passer d'un resserrement des liens militaires avec la France réclamé avec insistance par Paris, se voit condamnée sans contrepartie au respect des accords militaires de 1973, à la suite des attaques sahraouies. Et sa dépendance est redevenue telle que Giscard a pu se permettre d'oublier dans un discours récent qu'elle possède un « gouvernement », selon l'étiquette internationale ; il a parlé des « autorités de Nouakchott », de coloniale mémoire...

Et les populations sahraouies, dans tout cela ? Elles ont mené déjà dans le passé des luttes magnifiques contre les colonisateurs espagnols et français. Elles ont ensuite lutté avec les populations du sud-marocain contre la monarchie chérifienne (ce qui donne à des organisations marocaines d'« opposition » un prétexte fallacieux pour revendiquer leur appartenance à la nation marocaine !). Dans leur lutte contre le colonialisme espagnol, elles n'ont pas trouvé l'appui de l'Algérie jusqu'à la veille de la signature des accords de Madrid de novembre 1975 qui livraient le territoire au Maroc et à la Mauritanie, sous la haute protection de la France. Jusque-là, en effet, Boumediène était trop occupé à chercher à recevoir le gîte saharien des mains de Franco, et à s'entendre pour son partage avec Hassan, son frère proclamé en Allah, tandis qu'il s'occupait en même temps de décourager les envies de Moktar Ould Daddah comme prix de sa protection contre la voracité de Rabat.

En l'absence de lutte sociale consistante dans la métropole, qui aurait pu l'aider à desserrer l'étau qui l'étreint, le mouvement d'indépendance sahraoui a cherché à établir une fédération avec la Mauritanie. Puis, quand cette dernière tomba dans l'alliance franco-marocaine, il était concevable qu'il demande l'appui empoisonné de l'Algérie. Cette dernière est le seul Etat qui puisse aujourd'hui l'aider à lutter contre le Maroc parce qu'il y trouve — et tant qu'il y trouve ! — son intérêt pour d'innombrables rai-

sons économiques, militaires, stratégiques et sociales, mais il va sans dire, toutes aussi bourgeoises et intéressées et aussi peu socialistes les unes que les autres en dépit des proclamations de sa propagande officielle contre les dangers qui menaceraient « les acquis de la révolution ».

C'est dans ces conditions extrêmement défavorables pour les masses les plus exploitées, qui participent sans arrière-pensées à la lutte armée pour survivre, qu'ont pu se hisser sans difficultés à la direction de leur lutte les notables et les castes traditionnelles qui ne prennent l'habit du modernisme que pour parvenir à limiter la lutte à un statut politique négocié au prix de toutes les compromissions, comme l'illustre la démarche effectuée en septembre à Madrid par l'émissaire du POLISARIO Ibrahim Hakim pour marchander avec l'ambassadeur du Maroc une entente sur le dos de la Mauritanie.

Ce n'est pas nous qui nous plaindrions, bien au contraire, que le POLISARIO ait visé juste en attaquant au point faible, la Mauritanie, et en dévoilant en même temps que son interlocuteur réel est bien l'impérialisme français. En contrepartie, ce dernier ne serait pas lui-même s'il renonçait à sa stratégie criminelle, dont la clé est le maintien en vie d'un Etat à ses ordres, hors de l'orbite du Maroc comme de l'Algérie. C'est pourquoi il n'a pour l'instant aucun intérêt à reconnaître le POLISARIO, du moins tant qu'il peut espérer faire survivre le régime de Ould Daddah.

C'est en ayant présent à l'esprit ce jeu complexe d'intérêts contradictoires, aux équilibres fuyants et qui risquent toujours d'être remis en cause par la farouche détermination des combattants sahraouis poussés à la révolte par l'implacable pression que la concentration des appétits rivaux suscite sur leur sol, qu'on peut comprendre le drame actuel.

C'est ce jeu qui explique pourquoi la pression militaire française sur la région s'accompagne d'un tel ballet diplomatique entre toutes les capitales, ballet dans lequel Paris cherche à profiter alternativement des menaces marocaines d'exercer un droit de suite à Tindouf et des proclamations antimonarchistes de l'Algérie.

(suite page 6)

Vive la lutte des travailleurs immigrés!

C'est sur le terrain d'une attaque générale contre l'ensemble de la classe ouvrière que la bourgeoisie française a lancé en septembre 77 les mesures Stoléru, moyen supplémentaire de renforcer l'oppression et le contrôle sur la fraction immigrée de la classe ouvrière, plus vulnérable parce que formée de prolétaires privés de tout droit et encore plus abandonnés par l'opportunisme. Un moyen qui, s'il aggrave la misère et la précarité de la situation de ces prolétaires sans réserves sur lesquels pèse encore plus l'insécurité de la condition prolétarienne, s'insère dans tout l'arsenal "légal" des mesures anti-ouvrières que la belle démocratie française aux mains sanglantes a mis en place particulièrement contre les travailleurs immigrés depuis 1972, en même temps qu'elle multipliait les brimades administratives et policières, les attentats racistes des bandes paralytiques assurées de l'impunité, les expulsions de travailleurs "sans papiers" ou soupçonnés d'être des militants politiques ou syndicaux.

Mais depuis des années, les travailleurs immigrés n'ont cessé de se battre au premier rang, tant contre les discriminations qui les frappent (circulaires Fontanet-Marcellin..) que contre les effets de l'exploitation capitaliste à l'usine (Chausson, Pennaroya, Câbles de Lyon, Renault..) et dans le logement (foyers Sonacotra). Et on ne peut pas ne pas voir tout le chemin parcouru par ces travailleurs depuis les grèves de la faim de 1973-75 jusqu'à la grève des nettoyeurs du métro et la lutte des résidents des foyers Sonacotra, dans la tendance à utiliser les armes spécifiques des prolétaires, à affirmer le caractère de classe de leur mouvement, à dépasser les divisions de nationalité, de race, d'entreprise, à tisser des liens avec d'autres luttes ouvrières.

Ce sont ces étincelles de lutte de classe que la bourgeoisie veut empêcher de s'étendre en s'efforçant d'empêcher la jonction entre travailleurs français et immigrés par les divisions et l'intimidation, la propagande raciste et la démagogie, prétendant (avec l'aide des partis "de gauche", qui sont pour le contrôle de l'immigration en fonction des besoins de l'"économie nationale") que les travailleurs immigrés seraient les responsables du chômage alors qu'ils en sont les premières victimes, et que la solution est le retour dans leur pays (voir le mensonge et l'escroquerie du "million"). Comme si ce n'était pas l'impérialisme qui suscitait comme une nécessité vitale de son fonctionnement des migrations fantastiques des masses pauvres de tous les pays arriérés, les arrachant à leurs conditions semi-moyennageuses pour les entraîner (c'est là le caractère révolutionnaire de ce phénomène) dans la

lutte de classe internationale du prolétariat.

C'est pourquoi nous avons salué et soutenu comme un grand pas en avant l'initiative prise par le Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève, en réponse au défi lancé par la bourgeoisie à toute la classe ouvrière, de préparer et d'organiser le 19 novembre une manifestation à laquelle il a appelé tous les travailleurs français et immigrés, en se plaçant sur un terrain général de classe : celui de la lutte pour la solidarité combattante de tous les travailleurs contre la répression et les discriminations.

Malgré la mobilisation encore insuffisante (6000 manifestants) reflétant en particulier l'isolement très grand entretenu par l'opportunisme des travailleurs immigrés par rapport aux travailleurs français, le fait même de tenir cette manifestation a été un succès remporté contre les manœuvres de

division et d'intimidation de la bourgeoisie ; un succès également contre le cynisme des organisations opportunistes qui ont refusé de s'y associer et l'ont dénoncée comme risquant d'"isoler" les travailleurs immigrés, alors que leur criminelle politique social-impérialiste, chauvine, attise les divisions suscitées par le capitalisme et accentuées par la propagande raciste et les discriminations introduites par la bourgeoisie, et sabote quotidiennement les luttes ; un succès enfin contre l'orientation suiviste et pacifiste des groupes centristes qui tendent à subordonner la lutte du prolétariat à la légalité bourgeoise et aux désirs des bonzes opportunistes.

Voilà la voie à suivre pour répondre à l'exigence fondamentale de constituer la force de classe que donne l'union combattante des prolétaires par dessus les catégories, les entreprises, les nationalités.

SOLIDARITE AVEC LES MILITANTS EMPRISONNES AU MAROC

La répression qui sévit au Maroc depuis de longues années s'est encore durcie, particulièrement envers les militants du groupe ILAL AMAN et du 23 mars "intérieur" qui ont eu le courage d'affirmer du fond des geôles où ils croupissent dans des conditions atroces leur solidarité avec le peuple sahraoui qui subit les coups conjugués de l'impérialisme français, relayé sur place par la Mauritanie et le Maroc quand il ne prend pas directement la tête des opérations.

159 militants emprisonnés à Kenitra et Casablanca mènent pour la troisième fois une grève de la faim. Elle dure depuis le 8 novembre et leur vie est menacée. Ils veulent par leur lutte courageuse mettre fin aux tortures répétées, à l'isolement meurtrier, aux brimades et persécutions dont leurs familles sont victimes. Plusieurs de leurs camarades sont déjà morts sous la torture. La dernière victime est Saïda Menedhi, morte le 10 décembre de la grève de la faim.

L'attitude de ces militants est d'autant plus exemplaire qu'elle tranche avec le suivisme chauvin dont ont fait preuve la plupart des organisations d'opposition ; même celles qui se disent "révolutionnaires" se sont solidarisées avec leur Etat et ont affirmé la "marocanité" du Sahara occidental, montrant qu'elles ne sont que des organisations révolutionnaires d'opérette capables au mieux de vouloir un "socialisme national" dont on sait ce qu'il signifie pour les masses exploitées d'Algérie et d'ailleurs.

Les opposants marocains en France se heurtent de plus en plus durement à l'ennemi commun : l'impérialisme français. L'Etat français bloque toute information sur la réalité politique marocaine et l'intensité de la répression subie par les révolutionnaires de ce pays (ainsi, qui a entendu parler des 600 travailleurs et étudiants enlevés ces dernières semaines dans plusieurs villes du Maroc ?) ; sur simple demande de son valet Hassan il lui livre les militants marocains les plus combattifs ; il menace de dissoudre l'Association des Marocains en France (A.M.F.) sommée de "cesser toute activité politique" ; il interdit tout meeting de solidarité avec la lutte du peuple sahraoui, etc. Raison de plus pour ne pas se laisser diviser par des "querelles nationales" qui ne servent que les intérêts bourgeois, et avant tout ceux de l'impérialisme.

Les travailleurs algériens doivent affirmer leur entière solidarité non pas avec leur Etat, mais avec les masses exploitées du Maroc, du Sahara occidental, avec les révolutionnaires marocains emprisonnés ou exilés.

Luttes ouvrières en Tunisie

La révolte de Ksar Hellal

Les causes de la vague de grèves et de révoltes ouvrières qui vient de déferler sur la Tunisie sont à chercher dans le sort effroyable des masses prolétarisées récemment expropriées et entassées dans les villes, où elles exercent une terrible pression sur des salaires déjà misérables, tandis que les classes dominantes sont incapables d'en assurer l'approvisionnement. Cette situation est considérablement aggravée par les effets de la crise internationale qui frappent plus particulièrement les capitalismes périphériques, notamment avec les restrictions des importations européennes et le reflux d'une partie des 200.000 émigrés tunisiens en Europe.

La classe ouvrière a été récemment excédée par certains faits. D'abord, l'accord passé entre les gouvernements de Tunis et de Tripoli selon lequel les 50.000 ouvriers émigrés en Libye seraient payés au niveau des salaires en vigueur en Tunisie et non en Libye où ils sont plus élevés (solidarité arabe oblige !). Ensuite le pacte social passé pour 5 ans entre le gouvernement et le syndicat officiel, l'UGTT, en vertu duquel les négociations de salaire doivent se faire par branche, dans des limites d'augmentation de 10 % et sans recours à la grève. La classe ouvrière a réagi par des mouvements de grève : il semble que l'UGTT, qui a tenté de s'y opposer par tous les moyens, a seulement oublié d'en dénoncer deux sur la cinquantaine qui ont eu lieu depuis un an. Près de 1.000 délégués de la base du syndicat ont condamné ce pacte au récent Congrès national.

La flambée des prix, habituellement due au Ramadan, mais particulièrement insupportable cette année, a aiguillonné la lutte. Le 9 septembre, les délégués ont organisé une manifestation contre la vie chère à Sfax. Au point que les dirigeants vendus de l'UGTT, tel Habib Achour, ont dû faire mine de s'éloigner du Parti officiel et de réclamer l'autonomie du syndicat tandis qu'en sous-main ils réaffirmaient leur « volonté de collaboration » avec le gouvernement.

L'éclatement de la lutte, retardé par les menées de la bureaucratie d'Etat de l'UGTT, s'est accompagné de menaces de mort contre les délégués ouvriers et même contre les dirigeants pourris. Ceci a mis le feu aux poudres. La colère ouvrière a embrasé tout le pays. Tous les secteurs ont été touchés, tous les centres industriels du pays. Les revendications avancées ont porté sur de fortes augmentations de salaire, la diminution du temps de travail, le mois de congé, l'alignement sur les conditions connues en Europe (la classe ouvrière est internationale !), l'approvisionnement des villes, la liberté du mouvement syndical.

Une fois mise en mouvement, la classe ouvrière s'est spontanément placée sur le terrain de la force, n'hésitant pas à affronter la police et les corps de répression avec la plus farouche détermination, en utilisant au mieux son nombre et sa connaissance du terrain, ses liens avec les masses prolétariées et pauvres.

La puissance de la vague sociale s'est manifestée surtout dans sa capacité à entraîner des catégories habituellement plus difficiles à faire bouger. D'abord le prolétariat féminin et les compagnes des ouvriers, qui ont violemment exprimé leur haine d'un ordre social qui condamne leurs enfants à la faim quotidienne et à vivre en haillons. Ensuite de larges couches de la population pau-

vre : paysans sans terre, travailleurs saisonniers, petits fermiers, qui ont rejoint les ouvriers d'usine dans la révolte.

*

Un épisode hautement significatif de cette vague de luttes est la révolte de Ksar Hellal, dont nous essayons de donner une vue d'ensemble, sans pouvoir toutefois garantir la succession chronologique des événements.

C'est une ville moyenne de 25 à 30.000 habitants, considérée jusqu'ici comme une place forte du parti gouvernemental. Les ouvriers travaillent aux filatures SOGITEX. La société menaçait de licencier 500 ouvriers sur les 1.200 qu'elle emploie. De plus, alors que jusqu'ici les ouvriers avaient le droit de prendre les déchets des tissus, qu'ils utilisaient soit pour se vêtir, soit pour confectionner des effets et les vendre, la direction se mit à les brûler ostensiblement devant les ouvriers.

Le 10 octobre, les ouvriers se mettent en grève pour protester contre les licenciements et pour une augmentation de salaire allant jusqu'à 25 %, en occupant les locaux. Le 13, le gouvernement fait donner les tristement fameuses BOP (Brigades d'Ordre Public) avec les chars anti-émeutes et les bombes lacrymogènes, mais leur irruption provoque la révolte de la population, qui accueille la police avec des jets de pierres et les armes les plus hétéroclites, et freine la progression des chars en leur opposant des portraits de Bourguiba... Les affrontements font une quarantaine de blessés, cependant que 100 personnes sont arrêtées.

C'est alors un véritable soulèvement qui a lieu. Des barricades surgissent dans toute la ville, les ouvriers entraînant ou neutralisant l'ensemble de la population. Une attaque du commissariat central est organisée. Son occupation procure des armes et permet de libérer 20 des ouvriers faits prisonniers par les forces de l'ordre.

Les ouvriers ont révélé des prodiges d'organisation. Il semble que des cyclistes aient parcouru la ville pour transmettre les directives et coordonner l'activité de différents groupes armés. Les minarets investis servaient à surveiller les mouvements des BOP, tandis que leurs haut-parleurs diffusaient des encouragements aux combattants. Le ravitaillement des groupes ouvriers était assuré par des détachements de femmes qui avaient réquisitionné les magasins et les dépôts de grains. La direction de la lutte aurait échu aux délégués ouvriers qui se sont dégagés au cours des grèves de ces dernières années, tant en Tunisie que dans l'émigration.

Les combats ont été d'une extrême violence. Les ouvriers attaquent les chars, qu'ils incendient avec des pneus enflammés. Les femmes font preuve d'une audace particulière, en déversant des fenêtres des maisons de l'huile bouillante, tuant ainsi 6 ou 7 policiers. Il paraît d'autre part que les prisonniers qui leur sont confiés sont soumis à un sort peu enviable, roulés sur des figures de Barbarie : ce qui montre quel potentiel de haine sociale habite les classes exploitées envers l'ordre établi.

Mais les ouvriers succombent sous une force supérieure en nombre : devant la défaite infligée à la police et aux BOP, c'est l'armée qui a dû investir la ville. « L'ordre règne à Ksar Hellal », titrent cyniquement les

journaux du pays, se souvenant du cri de soulagement des classes dominantes d'Europe après l'échec de l'insurrection de Varsovie en 1830, des ouvriers parisiens en juin 1848, des ouvriers berlinois en 1919. Le soulèvement est maté mais donnera un souffle puissant à la vague de grèves et de révolte qu'a connu tout le pays en octobre-novembre.

L'opposition des politiciens véreux à la Masmoudi peut bien essayer de prendre appui sur ces luttes pour faire valoir ses intérêts de boutique bourgeoise. Les dirigeants stipendiés à la Achour peuvent faire semblant de prendre leurs distances vis-à-vis du Néo-Destour en attirant à eux le PC tunisien et l'Organisation des démocrates (Al-Hurrija), afin de tenter de canaliser la révolte.

Pour contrer victorieusement ces manœuvres et pour capitaliser les trésors de courage, de sacrifice, d'abnégation dont elle vient de faire preuve, et l'immense réserve de révolte et de haine de classe qu'elle recèle, la classe ouvrière a besoin de son parti, d'un parti indépendant des intérêts de toutes les autres classes et de toute nationalité particulière, pour féconder ces luttes — dont l'horizon immédiat est la défense et l'organisation de la classe ouvrière, les droits politiques et la révolution agraire — et en faire un levier de la révolution communiste mondiale.

Qu'est ce que le socialisme ?

(socialisme scientifique contre socialisme national algérien)

C'est le titre de la nouvelle brochure parue dans la série « Le Prolétaire ».

Assurons lui une large diffusion !

Prix : 3 F. Commandes au siège du journal.

REVUE THEORIQUE
N° 74 (septembre 1977)

programme communiste

- La nouvelle Constitution soviétique : un nouveau pas dans l'aveu de la nature capitaliste de l'U.R.S.S.
 - La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (IV)
 - Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet » (III)
 - Parti révolutionnaire, ou scénario de « marxologues » ?
- 92 pages - 8 F

QU'A TRAHİ SADATE ?

(suite de la p. 1)

ne ? L'URSS, qui a cautionné la naissance d'Israël ? Tout le monde n'était-il pas d'accord, il n'y a pas si longtemps, à Rabat, même l'Algérie et la Libye, pour reconnaître Israël pourvu que, réciproquement, soit reconnu le fameux mi ni-Etat palestinien, cet os à ronger pour les masses exploitées trompées par tous, cet alibi commode pour expulser de partout les Palestiniens trop remuants, cet Etat-dortoir, ce bantoustan arabe ?

Et qui, dans les participants du sommet de Tripoli, a jamais mis la "cause de la nation arabe" au dessus de ses intérêts particuliers d'Etat, sauf pour appeler les masses à la conciliation des intérêts de classe, à la subordination des intérêts palestiniens à la solidarité des Etats arabes en place et à la "non intervention dans les affaires intérieures des autres Etats", quand ce n'est pas ouvertement à la résignation dans l'Islam commun ? Personne, dans ce beau monde, ne peut donc jeter la pierre à Sadate quand il excite le chauvinisme égyptien contre les palestiniens et les libyens.

Quelle est donc la raison de l'initiative spectaculaire de Sadate et de la réponse non moins théâtrale de Begin, réglées toutes les deux par le nouveau chef d'orchestre, le fameux Brzezinski ? C'est la faillite économique des deux pays qui les condamne à rechercher la paix afin d'éviter que la catastrophe économique ne se transforme en catastrophe sociale, dont les émeutes du Caire ont donné au début de l'année un avant-goût amer aux classes dominantes, tout en nous encourageant, nous, communistes, pour l'avenir.

L'Egypte et Israël sont les deux pays du monde les plus endettés relativement à leur production et Israël par rapport à sa population. Et toutes les mesures prétendument révolutionnaires qui ont été prises dans les deux pays pour assainir l'économie ne peuvent aboutir sans une réduction draconienne des dépenses d'armement. Cependant que derrière eux l'impérialisme américain, mais aussi tous les impérialismes européens, attendent le calme pour offrir

les marchandises contre les masses de pétro-dollars inemployées, tandis que de son côté la Russie a besoin du calme autour du canal de Suez.

Comment expliquer maintenant la levée de boucliers des opposants au sommet du Caire ? C'est d'abord que l'Egypte reconnaît d'emblée l'Etat d'Israël au lieu d'utiliser cette carte comme moyen de pression dans les négociations. La belle affaire, pour la cause palestinienne, piétinée depuis toujours ! Mais c'est évidemment un atout perdu dans les grands marchandages, surtout par la Syrie.

C'est ensuite le besoin d'éviter et de canaliser les réactions que l'aboutissement logique de la politique de toutes les classes dominantes arabes et des organisations officielles de la résistance palestinienne risquent de provoquer parmi les masses exploitées arabes et, en premier lieu, parmi les masses palestiniennes.

De ce point de vue, le vrai résultat du sommet du Caire est bel et bien de pousser Habache dans les bras de Arafat et de faire présider Assad à cette réconciliation qui permet en même temps d'effacer le sang que le chef de l'Etat syrien a sur les mains et de faire oublier les aplatissements trop voyants du chef de l'O.L.P.

Cela valait bien que Knadafi et Boumedienne s'en mêlent. Cela valait bien aussi qu'on attende un peu qu'Assad feigne de repousser le règlement, afin que le triste Hussein puisse servir d'arbitre entre lui et Sadate ; Hussein qui, dans le "plan global" grandiose avec lequel on s'apprête à ligoter toute la région, devrait être le bénéficiaire direct des concessions d'Israël sur un mini-Etat palestinien, cet Etat dont Assad est dépossédé après qu'on s'en soit servi d'appât pour lui faire accomplir sa sale besogne au Liban.

C'est ainsi que, paradoxalement, Tripoli ne s'oppose pas au Caire, mais prépare aussi le terrain de Genève, où l'ordre établi entend mettre un nouveau tour de vis à l'état qui enserrera les masses opprimées palestiniennes et, avec elles, toutes les masses exploitées du Proche-Orient.

La paix ! L'ordre ! Si la paix advenait, elle serait en effet encore plus étouffante que l'état de guerre qui sévit depuis plusieurs décennies ; mais elle accumulerait aussi, comme résultat du développement de la région, de formidables antagonismes entre les différents Etats, entre les différents impérialismes et surtout entre les classes, qui mèneraient rapidement à des conflits plus gigantesques encore que par le passé.

LA QUESTION DU SAHARA

(suite de la page 3)

Mais c'est aussi lui qui permet de comprendre l'attitude de l'opposition de gauche, social-impérialiste, qui, tout en donnant au gouvernement tous les moyens politiques d'accroître le budget militaire et de figoler le dispositif logistique des troupes d'intervention, feint de s'indigner de la politique hostile au POLISARIO. Mais seule une telle attitude peut permettre à l'impérialisme français de préserver ses intérêts en Algérie et, si demain le vent tournait à Nouakchott, dans un nouvel Etat des sables, quitte à tenir Dakar en haleine avec sa revendication de la Mauritanie noire... Le ministre des affaires étrangères algérien Boutéflika ne fait donc que lever le voile sur un coin de la vérité lorsqu'il demande à la France, qui **agresse pour tant littéralement toute la région**, d'y intervenir en « modérateur » (déclaration au Monde du 12-11) !

Quoi qu'il en soit, le vrai résultat des événements présents sera bien le **retour en force** de l'impérialisme français dans une Mauritanie qui n'a d'autre solution que d'accepter ce cours pour se protéger de la présence inopportune de 1.000 soldats marocains montant la garde sur la ligne de chemin de fer qui va de Zouérate à Nouadhibou, et de la faillite provoquée par la guerre.

Dans tous les pays concernés par le partage de la région, du Maroc à l'Algérie, et de la Mauritanie à la France, les disputes signifient une **pression politique accrue sur la classe ouvrière**. C'est vrai également en France où elle s'accompagne d'une exaltation du militarisme et de l'impérialisme et d'un appel aux prolétaires à considérer leurs frères de classe étrangers comme des ennemis, particulièrement les travailleurs algériens, ce qui représente un risque de plus grande division des rangs ouvriers et donc de moindre résistance aux attaques de la bourgeoisie.

C'est la raison pour laquelle, dans tous les pays concernés, la seule position **réellement communiste et internationaliste** ne peut être que la lutte contre les rapines et l'oppression de « sa » propre bourgeoisie, même dans la petite Mauritanie où le jeune prolétariat doit aussi se protéger de la pression plus forte de l'impérialisme français.

Mais la responsabilité politique la plus grande revient, parce qu'ils sont au **cœur de la forteresse ennemie**, aux prolétaires français. Ils faciliteraient considérablement la tâche de leurs frères du Maghreb et ne peuvent aider à la soudure des rangs internationaux de la classe ouvrière qu'à la condition d'accueillir l'intervention française au Maghreb comme un appel à la **lutte intransigeante de classe** contre l'impérialisme français et ses valets opportunistes.

ما يتميز به حزيننا

الانتهاج الى الخط الذي ينطلق من مراكز الى لينين حتى تأسيس الأمانة الشيوعية والحزب الإبطالي (لينغون 1921) - ان نعال اليسار الشيوعي ضد انحمار الأمانة و ضد " الانتراكية في بلد واحد " و ضد الثورة المعادة السالينية و رفض الحبعات الشعبية و كتل المقاومة من أجل المعمة المعبة التي تمثل في ترميم المنهج و التنظيم الثوريين - كل ذلك بالارتباط مع الطبقة العاملة ضد السياسة الفردية و " الانتخابية " .

Directeur : F.GAMBINI
Imprimé par nos soins
20, rue Jean-Bouton
Paris - 12e